

*L'Adresse—Mlle MacDonald (Kingston et Les Îles)*

jour les citoyens canadiens. Mais je suis sûre que les Canadiens nourrissent, au fond d'eux-mêmes, un nationalisme fervent et une conscience aiguë de leur identité, et qu'ils ressentent la nécessité de renforcer notre indépendance économique et politique.

Sir John A. Macdonald croyait en l'existence de certaines valeurs distinctives qui unissaient ce peuple de l'Amérique du Nord britannique, et, selon lui, ces valeurs étaient assez solides pour permettre la création d'un état fort et indépendant. Dans ce sens, Macdonald était un nationaliste, et je le suis aussi. Macdonald reconnut que la confédération canadienne dépendait d'une économie nationale solide et indépendante. C'est tout aussi vrai aujourd'hui qu'en 1867. Certains considèrent le nationalisme canadien comme secondaire parce qu'il ne se matérialise dans aucune question ou problème concret. Or, la cause du nationalisme canadien est bien trop complexe et par trop importante pour se résumer à un seul point; elle s'étend à tout, en fait. Elle touche non seulement le problème des investissements étrangers mais également beaucoup d'autres domaines: l'édition de manuels scolaires canadiens, la production de films par l'Office national du film, et beaucoup d'autres domaines.

Je pense que si on ne le cristallise que sur un sujet, le nationalisme risque de devenir négatif, chauvin ou anti-américain et que, par là même, la cause essentielle du nationalisme canadien est avilie. Plutôt que de tenter d'assimiler ce courant de nationalisme canadien à une cause passagère, le Parlement ferait mieux d'en donner une explication créatrice et constructive, dans plusieurs secteurs différents. Je reconnais volontiers les efforts imaginatifs et positifs déjà accomplis dans ce sens, comme l'aide accordée à l'édition en Ontario et les réalisations du CRTC, entre autres organismes fédéraux que je peux mentionner.

Le temps est venu de renforcer notre contrôle sur nos destinées économiques et politiques. Je suis convaincue que le Parlement actuel peut y réussir en collaborant avec les provinces pour étudier sérieusement le cas des investissements étrangers actuels et proposés au Canada. Nous y réussirons en réévaluant notre politique des ressources, et non en nous laissant entraîner dans une action précipitée. Nous y réussirons en adoptant une stratégie industrielle visant à assurer que nos ressources soient transformées au Canada. Nous devons assurer notre appui à l'expansion indépendante des possibilités du Canada dans le domaine de la technologie. Nous devons prendre des mesures afin d'encourager les sociétés d'appartenance étrangère à réinvestir leurs gains au Canada; nous devons aussi nous assurer que les emprunteurs canadiens ne sont pas privés de capitaux du fait que nos institutions de prêts auraient choisi d'accorder un statut préférentiel aux plus importantes sociétés multinationales. Je crois fermement que de telles mesures renforceraient et stimuleraient notre économie nationale.

Une nouvelle politique nationale devrait engager le Canada dans la guerre à la pauvreté. Il existe probablement un nombre aussi élevé que six millions d'hommes, de femmes et d'enfants qui sont obligés aujourd'hui de vivre dans notre pays avec des revenus qui sont au-dessous du seuil de la pauvreté. J'ai constaté la pauvreté qui existe au Canada. Je l'ai vue au Cap-Breton où j'ai grandi, dans les campagnes de la Saskatchewan, dans les ports de mer de Terre-Neuve et aussi dans ma propre circonscription. Tant que nous n'aurons pas résolu ce problème, aucun gouvernement ne pourra oser se montrer satisfait,

[Mlle MacDonald.]

aucun homme politique ne pourra s'endormir sur ses lauriers.

Le progrès économique c'est, avant tout, la solution réelle du chômage et de sa résultante, la pauvreté. La pauvreté a des effets destructifs irréversibles sur le caractère de l'individu, nous le savons. L'isolement et le désespoir ont grandi chez bien des Canadiens devenus conscients de la triste vérité qu'on perd tout respect de soi quand on ne subvient plus à ses besoins. Voilà l'aspect humain, réaliste, des problèmes économiques. Dans notre période post-électorale, le premier ministre (M. Trudeau) et ses collègues déclarent avoir découvert le chômage et les pensionnés de la vieillesse. Mais il ne suffit pas d'offrir des palliatifs devant le fait accompli. Le gouvernement n'a pas de politique sociale d'ensemble, de solutions durables.

Comment avoir confiance dans un gouvernement qui, sans réagir, a permis aux prix exorbitants des produits alimentaires de mettre dans la gêne des centaines de milliers de Canadiens aux budgets restreints? Comment avoir confiance dans un gouvernement qui n'a pas réussi à adopter assez de politiques économiques expansionnistes pour répondre aux besoins d'un nombre record de chômeurs canadiens. Je ne puis avoir confiance en un gouvernement qui a résolu simplement de mieux faire valoir ses politiques, tout en négligeant de se débrouiller dans l'enchevêtrement de programmes administrés avec incompetence. Il en est ainsi parce que le gouvernement actuel s'est éloigné de la population et est devenu insensible aux soucis de l'individu, qu'il réduit ses perspectives en s'isolant du peuple.

A mon avis, le succès de toute politique se rattache à la faculté de sentir, et, en outre, cette faculté de sentir est liée à la sensibilité, à la compréhension et à la sympathie de ceux qui détiennent le pouvoir. Mais tout cela a notablement fait défaut ces dernières années. D'urgence, le gouvernement a besoin de reconnaître, et non pas simplement d'évoquer du bout des lèvres, la nécessité d'un plus profond engagement, d'une plus large participation, d'une consultation et d'une entente plus étroites. J'y vois la base de l'avènement des nouvelles politiques nationales dont j'ai parlé. Si ces objectifs ne se réalisent, je crains l'aliénation d'un nombre de plus en plus considérable de Canadiens à l'endroit d'un régime politique qui ne répond pas à leurs besoins.

• (1540)

Le maintien de notre régime politique m'intéresse tout particulièrement, puisque j'ai consacré la majeure partie de ma vie adulte à mon parti politique, à titre d'organisatrice, de responsable ou de travailleuse militante. Il a été constaté, et je ne parle pas simplement de mes observations personnelles, mais aussi de toutes les études scientifiques pertinentes que j'ai vues, qu'un nombre considérable de Canadiens sont convaincus que rien de ce qu'ils disent ou font, y compris l'exercice du droit de vote, n'a le moindre effet sur l'appareil gouvernemental ou parlementaire. Pour beaucoup d'entre eux, la machine gouvernementale semble fonctionner à sa façon, à ses propres fins, et même si leurs vies personnelles en sont profondément affectées, ils se sentent impuissants à l'influencer.

La Chambre connaît les nombreuses méthodes qui ont été envisagées ou mises à l'essai dans le but de donner aux citoyens plus d'influence sur les décisions qui touchent leur vie et le genre de pays dans lequel ils vivent, mais rien de tout cela—ni le bouc-émissaire, ni le bureau régional, ni l'échange de renseignements—ne peut avoir d'au-